

Oslo, capitale de la Norvège, interdit les produits et les services des colonies de peuplement israéliennes

28 octobre 2019

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Norvège

Oslo se joint à cinq autres municipalités et un conseil de comté de la Norvège pour interdire les produits et les services issus des colonies de peuplement israéliennes.

Dans une étape historique, le nouveau conseil municipal d'Oslo, récemment élu, exclut des marchés publics les biens et services des colonies de peuplement israéliennes. L'interdiction des biens provenant des colonies illégales d'Israël dans le Territoire palestinien occupé s'inscrit dans la plate-forme nouvellement adoptée pour 2019-2023, approuvée par le conseil municipal d'Oslo récemment élu et dirigé par la Gauche socialiste (SV), le Parti travailliste et les partis Verts.

En dépit des tentatives concertées d'Israël et de ses alliés de droite en Norvège et dans le monde, pour réprimer les mesures soutenant les droits des Palestiniens, Oslo, la capitale et la ville la plus importante de la Norvège, est devenue la sixième municipalité norvégienne à interdire les produits et services issus des colonies, aux côtés d'un conseil de comté.

La semaine dernière, un expert indépendant des Nations-Unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, Michael Lynk, a réclamé une interdiction internationale de tout bien venant des colonies de peuplement israéliennes,

comme un pas vers la fin de cette occupation illégale qui dure israélienne depuis 52 ans.

Le conseil municipal d'Oslo s'est engagé par le biais de sa nouvelle plate-forme à :

« Enquêter sur les possibilités d'agir dans la réglementation des approvisionnements à ne pas acquérir de produits et services produits sur un territoire en violation du droit international par des entreprises opérant avec l'autorisation de la puissance occupante ».

L'interdiction des produits et services des colonies ne fait pas de distinction entre les sociétés israéliennes et les sociétés internationales qui opèrent dans les colonies illégales israéliennes.

Sunniva Eidsvoll, dirigeante de la section du Parti de la gauche socialiste (SV) d'Oslo et du groupe SV au conseil municipal de la ville, a déclaré :

« Le peuple palestinien, qui doit faire face, chaque jour, à l'occupation illégale de son territoire, mérite une attention et un soutien internationaux. Veiller à ce que les droits humains et le droit international ne soient pas violés relève d'une responsabilité mondiale partagée. Je suis fière que le conseil municipal d'Oslo ait pris aujourd'hui des mesures visant à empêcher que les biens et les services acquis par la ville ne viennent en soutien à l'occupation illégale de la Palestine, ou d'autres territoires.

« Le Parti de la gauche socialiste de Norvège est un partisan de longue date du mouvement BDS ».

Tora Systad Tyssen, de l'association des ONG norvégiennes pour la Palestine (Fellesutvalget pour la Palestine) a déclaré :

« Le conseil municipal d'Oslo suit ceux de Trondheim, Tromsø, Vaksdal, Hamar, Lillehammer, et le conseil du comté de

Nordland en interdisant tout commerce avec les colonies illégales israéliennes sur la terre palestinienne occupée. Il est encourageant et motivant de voir des conseils municipaux norvégiens adopter une position ferme en faveur des droits de l'homme et du droit international quand notre gouvernement actuel y faillit.

« Alors que notre gouvernement national recherche plus de commerce et de coopération avec Israël, le nouveau conseil municipal d'Oslo déclare clairement ne pas vouloir contribuer financièrement au vol à grande échelle des terres et ressources palestiniennes qu'est en train de commettre l'industrie coloniale en expansion d'Israël ».

Alys Samson Estapé, coordinatrice des campagnes européennes du Comité national palestinien du BDS (BNC) a déclaré :

« Nous nous félicitons de cette mesure juridiquement et moralement responsable prise par le conseil municipal d'Oslo. Les conseils municipaux montrent qu'ils ne se laissent pas découragés par la répression, et qu'ils continuent d'ouvrir la voie, en dépit de l'inaction des gouvernements nationaux. L'interdiction des biens et services issus des colonies illégales d'Israël est le moins que puissent promulguer les institutions gouvernementales afin de réduire leur complicité avec le régime israélien d'apartheid, de colonialisme de peuplement et d'occupation.

« En plus d'une telle interdiction, le gouvernement norvégien devrait également adopter un embargo total sur le commerce direct et indirect des armes et sur la coopération militaire avec Israël et les entreprises israéliennes, afin de garantir le respect du droit international par les utilisateurs finaux.

« Le gouvernement irlandais examine actuellement le projet de loi relatif aux Territoires occupés, approuvé par les deux chambres du Parlement, qui interdirait à l'Irlande d'importer des produits venant des colonies de peuplement illégales

d'Israël.

« En 2018, trois partis de droite avaient cherché à empêcher le boycott des colonies, à Trondheim et Tromsø. Cependant, le secrétaire d'État à au ministère des Affaires étrangères de Norvège, Audun Halvorsen, a porté un coup à ces tentatives, affirmant qu'un boycott des 'biens et services produits dans les colonies ne va pas à l'encontre des engagements internationaux de la Norvège' ».

Source: BDS Movement

Traduction : BP pour BDS FRANCE